

Tableau inquiétant de la liberté de la presse au Burundi

Deutsche Welle, 07.01.2020 Le calvaire des journalistes africains L'exercice de la liberté de la presse est compromis dans beaucoup de pays africains. Conséquence : des journalistes sont emprisonnés en dépit de la décriminalisation des délits de presse. État des lieux de la situation. Être journaliste en Afrique n'est pas chose aisée. Certains journalistes ont dû payer de leur liberté le simple exercice de leur profession en 2019.

Des arrestations interviennent sous des motifs divers, souvent illégaux et arbitraires. Le tout dans la plus grande impunité. Plusieurs cas ont été recensés en 2019 par Reporters Sans Frontières (RSF) qui dresse un tableau inquiétant de la liberté de la presse sur le continent africain. Burundi Au Burundi, en octobre 2019, Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Thérèse Mpozenzi, Egide Harerimana, tous journalistes Iwacu, l'un des rares médias indépendants existants au Burundi, ont été arrêtés à Musigati, dans le nord-ouest du pays, pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Une journaliste de reporters était venue couvrir l'incursion d'un groupe de rebelles burundais basés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Jean Bigirimana, journaliste du même groupe indépendant burundais, est lui porté disparu depuis le 22 juillet 2016. Il n'a plus donné signe de vie depuis. "Dans nos pays, il y a souvent des régimes qui sont fermés à l'exercice du métier de journaliste parce qu'il y a souvent des pratiques que ces régimes n'aiment pas exposer au public : la corruption, les exactions contre les civils, la mauvaise gouvernance, ce qui explique que la presse soit vue d'un très mauvais œil", explique Antoine Kaburahe, directeur de publication du groupe de presse Iwacu. Lire l'intégralité de l'article sur Deutsche Welle

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});